

Zapatero et le désastre espagnol

Article rédigé par *Nicolas Bonnal*, le 07 avril 2011

Vivement contesté, le président socialiste du gouvernement espagnol José Luis Rodriguez Zapatero vient d'annoncer qu'il ne briguerait pas de troisième mandat en 2012. Quel bilan tirer de ses sept années au pouvoir ?

Il y a dix ans l'Espagne connaissait un taux de croissance annuel de 3 ou 4% ; le chômage avait fortement reculé, tout comme la corruption héritée de la gestion des socialistes de Felipe Gonzalez. Le pays était considéré comme un membre à part entière du G8, et José-Luis Aznar, auteur de cette belle remontée, traitait d'égal à égal avec Blair et Bush ; il se méfiait de la France de Chirac, qui avait scandaleusement pris le parti du Maroc, lors de l'occupation par les troupes de ce dernier de l'îlot dit du persil.

Puis vient le 11 mars, sept ans jour pour jour avant le tsunami japonais : Aznar s'empêtra, car il savait la guerre d'Irak impopulaire en Espagne, et il attribua aux Basques de l'ETA, d'ailleurs capables de tout, l'attentat commis par les tueurs musulmans. Il perdit dans la honte les élections du dimanche suivant, alors qu'il était donné largement favori et avait préparé sa succession avec Rajoy.

C'est ainsi que le jeune Zapatero arrive au pouvoir. Les années 2000 n'ont pas été très socialistes politiquement, ni en Europe ni en ailleurs. Elles l'ont été en Espagne et ont laissé le bilan suivant : une déconsidération totale sur le plan diplomatique. Retirant précipitamment ses troupes d'Irak, Zapatero les laissa en Afghanistan où un accident d'avion tua 80 soldats espagnols ; depuis il est aux basques, c'est le cas de le dire, d'Obama et approuve les bombardements libyens ; logique des pacifistes...

Un bilan calamiteux

Cible des agences de notation anglo-saxonnes, l'Espagne est aussi aujourd'hui méprisée et ignorée qu'au temps de Franco.

Sur le plan économique, l'Espagne est ruinée, avec un déficit budgétaire de l'ordre de 9 à 10% (du temps d'Aznar, le *superavit* ou excédent était permanent), 5 millions de chômeurs, trois ans de décroissance et une dette globale qui lui a permis de rejoindre le groupe peu envié des PIGS qui menace de couler l'Europe d'ici peu. L'immobilier facile (le *ladrillo*) a aussi ruiné le pays et les ménages ; la belle terre espagnole s'est recouverte de projets pompeux et les communautés, provinces, municipalités, ces mini-États, comme dit Aznar, héritiers du socialisme aussi, rivalisent de projets monstrueux et pharaoniques (un métro à Grenade, et pour 500 millions encore !).

Le tout s'est fait dans une indifférence gouvernementale exécrable : Zapatero s'est contenté d'oublier l'euro, d'ignorer la crise, en se moquant de ses adversaires. Aujourd'hui, il part avant de prendre sa raclée méritée aux prochaines élections (28% pour le PSOE contre 44% pour le PP – la droite) ; il est noté 3.3 par l'électorat espagnol.

Plus exaspérantes encore, les idées politiques, sociétales, illuminées de ce politicien dont les modèles sont l'utopie, la maçonnerie déjantée et le féminisme le plus rouge. Zapatero a déconsidéré l'État et les institutions en discutant d'égal à égal avec ETA, en légalisant l'immigration clandestine (qui est passée ailleurs en Europe), le mariage homosexuel, en faisant adopter un loi ubuesque sur la mémoire historique du pays (bon vieux révisionnisme de l'extrême-gauche), en nommant de ministres ridiculement incompétents au seul motif qu'ils étaient des femmes, en radicalisant la guerre des sexes dans un pays déjà frappé par le post-catholicisme et la culture almodovarienne (on reviendra un jour sur ce point).

Nous avons cela en France avec le gouvernement éprouvant de Lionel Jospin (le PACS, la Corse, les bobos...,) qui fut balayé lors des élections présidentielles de mai 2002.

Anticatholicisme

L'homme, assez proche politiquement et moralement d'Obama, a aussi déclenché une guerre anticatholique dans son pays. Cette guerre a été ordonnée et planifiée. On verra si l'Espagne s'en sortira à terme. Ce n'est pas la première fois que ce grand pays est confronté à des épisodes de décadence importante ; et le mauvais exemple lui est souvent venu d'en haut.

On voit en tout cas la ruine et la tiers-mondisation de ville entières, de quartiers pourtant promus patrimoines de l'humanité. Les grandes églises de Séville et de Grenade sont toutes à l'abandon. Tout est recouvert de graffiti comme dans une banlieue française ; les étrangers s'en vont, et les centres-villes sont de plus en plus morts, comme souvent dans une indifférence et une résignation générales. Quand je vois Zapatero et son bilan, je pense à ces lignes de Gogol tirées de Tarass Boulba :

Il avait insensiblement sucé tout leur argent et fait sentir sa présence sur tout le pays. À trois milles à la ronde, il ne restait plus une seule maison qui fût en bon état. Toutes vieillissaient et tombaient en ruine ; la contrée entière était devenue déserte, comme après une épidémie ou un incendie général. S'il l'eût habitée une dizaine d'années de plus, il est probable qu'il en eût expulsé jusqu'aux autorités.

Voilà pour le bilan du socialisme libertaire en Espagne. Espérons qu'en 2012 en France...
